

Résumé de la première session du Séminaire international sur « les parlements et les défis de la sécurité alimentaire » du 31 octobre au 1 novembre 2019.

Chambre des conseillers, Royaume du Maroc.

La session a été ouverte par une intervention de Carlos Juan Garcia Cebolla (Expert du droit à l'alimentation au sein de la FAO) sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2019.

D'abord, Mr. Carlos a réaffirmé l'engagement de la FAO à œuvrer de concert pour relever ces nouveaux défis et libérer le monde de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Il a estimé que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 propose une vision transformationnelle reconnaissant que notre monde est en train de changer, apportant de nouveaux défis à relever si nous voulons vivre dans un monde libéré de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition.

Il a déclaré que plus de 820 millions de personnes dans le monde ont encore faim aujourd'hui, soulignant l'immense défi que représente la réalisation de l'objectif Zéro faim à l'horizon 2030. La faim augmente dans presque toutes les sous-régions d'Afrique et dans une moindre mesure, en Amérique latine et en Asie occidentale.

Un autre fait troublant est qu'environ 2 milliards de personnes dans le monde sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Le manque d'accès régulier à des aliments nutritifs et suffisants met ces personnes vulnérables dans un grand risque de malnutrition et de mauvaise santé. Bien que concentrée principalement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, une insécurité alimentaire modérée ou grave touche également 8% de la population de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Sur tous les continents, le taux de prévalence est légèrement plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Pour faire face à ces tendances inquiétantes, nos actions devront être plus audacieuses, a-t-il souligné, non seulement à l'échelle, mais aussi en termes de collaboration multisectorielle, incluant les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de l'éducation et autres; et dans différents domaines politiques, notamment la protection sociale, la planification du développement et la politique économique.

Un certain nombre d'exposés ont été présentés:

Thème 1 : Revue des expériences mondiales des réseaux parlementaires sur la sécurité alimentaire et leur rôle dans la réalisation de l'objectif 2 de développement durable (ODD 2):

Dans ce contexte, il a été présenté les expériences mondiales des réseaux parlementaires et leur rôle dans la réalisation d'une partie des objectifs de développement durable.

En Amérique latine et dans les Caraïbes:

Mr. Jos Seramo, Vice-Président du Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes, a passé en revue, dans son exposé, les efforts déployés dans la région pour mettre en œuvre l'orientation stratégique de la FAO visant à éliminer la faim, par laquelle les initiatives régionales ont été unifiées pour mettre en œuvre les objectifs de l'organisation sur base des priorités définies par les pays membres, dont certains objectifs ont été atteints, notamment:

- la promotion du développement rural durable : l'Initiative met l'accent sur le renforcement des systèmes alimentaires inclusifs axés sur la nutrition, à travers des mécanismes tels que les programmes de marchés publics pour l'agriculture familiale, les programmes d'alimentation scolaire, l'amélioration des systèmes d'approvisionnement public, en vue d'échanger les expériences et d'intégrer les Etats membres dans le système d'intégration centraméricaine.
- L'agriculture familiale et les systèmes alimentaires inclusifs pour un développement rural durable, ainsi que la promotion des synergies entre les programmes de protection sociale, la durabilité agricole et l'intégration économique des personnes vivant dans la pauvreté et la vulnérabilité dans les zones rurales.
- L'utilisation durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et à la gestion des risques et des catastrophes naturelles par l'élaboration des directives volontaires pour les politiques agro-écologiques en Amérique latine.
- Les réalisations importantes au niveau de la réglementation des systèmes publics d'approvisionnement, de la facilitation des politiques relatives à l'agriculture et à

l'autonomisation des femmes et de la promotion de l'agriculture familiale et du développement rural.

-l'élaboration des règles et des lois pour soutenir le droit à l'alimentation tout en renforçant la résilience des systèmes agricoles des zones côtières dans le Grand Sud grâce à la restauration des services écosystémiques et à la mise en place des centres de réhabilitation des infrastructures vertes.

Il a conclu que la Constitution de l'Equateur était un pionnier dans ce domaine et un modèle pour le développement d'une série d'activités pour aider à atteindre la sécurité alimentaire, telles que l'agriculture familiale et la pêche traditionnelle.

La Méditerranée:

Le vice-Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, Kareem Darwish, a déclaré que les projets tels que le développement de l'agriculture et de la pêche, ainsi que le renforcement de la ceinture verte pour mettre fin à la désertification, visent à assurer la sécurité alimentaire de 34 pays du bassin méditerranéen. Mr. Darwish a évoqué le rôle de l'Assemblée, à travers ses recherches et ses efforts, dans les domaines de l'économie de l'eau et de la qualité des sols, dans l'amélioration du niveau de la production alimentaire sans danger, ajoutant que le financement des projets dans ce domaine par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale contribuent à assurer l'alimentation, non seulement des deux côtés de la Méditerranée, mais également sur le continent africain, qui compte environ 1,2 milliard d'habitants.

L'Amérique centrale et les Caraïbes:

L'intervenant a déclaré que les parlements de la région ont eu un soutien solide dans la création des fronts parlementaires spécialisés dans le secteur de l'alimentation grâce à l'appui constant de la FAO, qui a adopté une série de lois en faveur du droit à l'alimentation dans un certain nombre de pays, comme l'Equateur, qui ont constitutionnalisés le droit à l'eau.

Le Parlement andin:

Le secrétaire exécutif du Parlement andin a proposé un ensemble de recommandations ci-après :

- Créer des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire en termes du renforcement des capacités, d'élimination de la pauvreté et de coopération entre les pays ;
- Encourager l'agriculture familiale et la recherche scientifique et technologique ;
- Promouvoir les politiques et les stratégies assurant la qualité et la quantité ;
- Développer les programmes d'éducation pour sensibiliser sur l'importance de l'éducation alimentaire dans les programmes d'enseignement.

Après des discussions et des échanges entre les participants, un certain nombre de propositions ont été formulées pour aider les parlementaires à atteindre le deuxième objectif de développement durable (Faim zéro):

- Intégrer le droit à une alimentation adéquate dans la Constitution: la Constitution du pays est la loi suprême et constitue la base sur laquelle sont fondés les droits des citoyens et les obligations de l'Etat. Lorsque les programmes sont soutenus par une loi, ils deviennent une politique gouvernementale. Le Népal peut être considéré comme un modèle soutenu par la FAO lors de l'intégration du droit à l'alimentation à sa Constitution en 2015.
- Faire des lois qui incluent la sécurité alimentaire, en tenant compte des besoins de tous les secteurs: la sécurité alimentaire nécessite la participation des différents secteurs qui composent le système alimentaire. Cela signifie qu'il faut inclure les besoins des petits agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs artisanaux et les aider à renforcer leurs capacités par le biais des initiatives de protection sociale ciblant les parties les plus vulnérables du système alimentaire.
- Utiliser les connaissances des institutions académiques: les législateurs doivent comprendre l'étendue du problème et la capacité de mesurer l'impact des politiques. Par conséquent, ils peuvent utiliser les expériences du monde universitaire pour formuler et mettre en œuvre une législation ou des politiques publiques sur le droit à une alimentation adéquate. A cet égard, ils peuvent s'inspirer de l'expérience de l'Espagne où le Centre de recherche sur la gouvernance

mondiale a été créé à l'Université d'Oviedo pour encourager la recherche sur des sujets liés à la sécurité alimentaire, l'évaluation des politiques, la coordination des programmes et la stratégie de révision des rapports annuels.

- Maintenir le dialogue avec la société civile, les partenaires et les différents secteurs gouvernementaux.
- Sensibiliser et intégrer l'éducation alimentaire dans les programmes éducatifs.